

Pourquoi depuis 1984
la construction de l'Europe va à
l'encontre de l'intérêt des peuples

02/08/2025

L'état de l'Union européenne en 2025

Une situation de crise globale : démocratique, sociale, économique, financière, géopolitique, une absence de stratégie de puissance, une dérive vers une russophobie et la militarisation de l'Europe.

Le risque de crise financière majeure, d'effondrement, ou encore de guerre totale.

Ceci résulte des décisions prises depuis la relance de la construction européenne au début des années 1980.

La concurrence au détriment de la coopération

Adopté en 1984 par le Parlement européen, le projet Spinelli est basé sur un principe de coopération. Mais il est rejeté par les chefs d'Etats et de gouvernements.

Adopté en 1986, cette fois avec un important lobbying des multinationales et une quasi absence du Parlement européen, l'Acte Unique est basé sur la concurrence, la dérégulation des mouvements de capitaux, et un libre-échange dogmatique.

Le carcan du traité de Maastricht

Le traité de Maastricht a constitutionalisé des critères économiques et monétaires issus d'une théorie économique néolibérale qui exclue toute autre approche économique.

Sans la moindre alternance politique et économique, le néo-libéralisme et le libre-échangisme ont provoqué une désindustrialisation, et une concurrence entre Etats au sein même de l'Union européenne.

Des règles monétaires coercitives

Alors que les gains issus de la création monétaire devraient revenir à la collectivité, l'Union européenne a privatisé le secteur bancaire. Cela a mis les Etats sous la coupe des marchés financiers, dans une situation de servitude. Les Etats ne peuvent plus mener leur propre politique monétaire.

Il n'y a pas de contrôle politique sur la Banque centrale européenne et son seul but est le contrôle de l'inflation.

Une facade démocratique

Le Parlement européen n'a pas le droit d'initiative, ce droit est réservé à la Commission européenne dont les membres ne sont pas élus. La présidente de la Commission européenne a négocié seule, en juillet 2025, les accords commerciaux avec les Etats-Unis.

C'est l'Union européenne qui décide seule de la répartition des compétences. On se dirige ainsi vers un Etat fédéral, et une disparition des Nations.

La disparition de la diplomatie

L'Union européenne n'a plus de diplomatie depuis la crise de la fédération yougoslave au début des années 90 et son incapacité à la résoudre.

L'opposition de la France et de l'Allemagne à la guerre en Irak en 2003, puis l'opposition en 2008 d'une dizaine de pays de l'OTAN à l'adhésion de l'Ukraine et de la Géorgie à l'OTAN seront les derniers actes de résistance face aux Etats-Unis.

Un mépris vis-à-vis de la Russie

L'Europe a saboté la perspective de réconciliation avec la Russie entre 1997 et 1999 en tentant d'imposer ses règles et ses normes à une Russie affaiblie, pour la convertir au modèle européen. Elle a raté l'occasion de construire un espace de sécurité commune avec la Russie. Les Etats-Unis n'ont pas voulu intégrer la Russie dans une alliance commune. En 2008, ils n'ont pas écouté la Russie qui considérait l'élargissement de l'OTAN à l'Ukraine comme une menace existentielle.

Les violations du droit international

En 1999, les Etats-Unis et de nombreux pays européens membres de l'OTAN bombardent la Serbie, ce sans mandat des Nations-Unis. Cette guerre illégale marque une rupture entre l'Europe et la Russie.

Une partie de l'Europe participera à la guerre menée contre l'Irak en 2003 par les Etats-Unis, une autre guerre illégale, et de plus, basée sur des mensonges.

La disparition de la démocratie en 2009

Le traité de Lisbonne est imposé alors qu'il est une copie conforme du Traité établissant une constitution pour l'Europe, rejeté par referendum en 2005 par 2 pays. De plus, il interdit à l'Union européenne et à tout Etat membre de se porter au secours d'un pays de la zone euro en difficulté. C'est une rupture de solidarité entre Etats membres. La Banque centrale européenne avait sauvé de la faillite les banques en 2008, elle ne sauvera pas la Grèce lors de la crise de la dette.

Le mépris vis-à-vis de la société civile

On organise exceptionnellement un referendum et on corrige le vote lorsqu'un peuple vote mal. Les traités sont illisibles et élaborés dans l'opacité, les élargissements sont décidés et imposés. Il n'y a pas de débat sur la finalité de l'Europe et les modalités de sa construction. En 2015, le président de la Commission européenne J.C. Junker, a déclaré : « Il ne peut pas y avoir de choix démocratique contre les traités européens ».

L'absence de réformes financières

Les européens ont payé la facture de la crise financière de 2008. Suite à cette crise, il n'y a pas eu de réforme financière. Pourtant, on aurait pu séparer les banques d'affaires et les banques de dépôt (projet enterré en 2017 par la Commission européenne), réguler la circulation des capitaux, taxer les mouvements spéculatifs, favoriser une convergence de la fiscalité, supprimer les paradis fiscaux dans l'Europe...

Une Europe sous la coupe des Etats-Unis

Les Etats-Unis veulent affaiblir l'Europe, l'élargir parallèlement à l'élargissement de l'OTAN (1999 puis 2004), et empêcher un rapprochement entre l'Europe et la Russie. D'où les relations entre les Etats-Unis et l'Ukraine dès la chute de l'URSS, des partenariats stratégiques avec l'OTAN, l'implication de la CIA lors de la révolution de 2014. Le New York Times a également révélé que la CIA avait financé douze bases à proximité de la frontière russe peu après 2014.

Les pressions sur l'Ukraine

L'Ukraine aurait pu évoluer vers un Etat fédéral neutre, commerçant dans un dialogue tripartite avec la Russie et l'Europe. La Commission européenne s'y est opposée en février 2013. On s'est obstiné à considérer l'Ukraine comme un candidat à l'intégration alors que ce pays ne respecte pas les critères démocratiques et est touché par la grande corruption. Enfin, l'Allemagne et la France n'ont pas fait respecter les accords de Minsk pour laisser le temps à l'Ukraine de se réarmer.

Une Europe intimement liée à l'OTAN

Malgré la chute de l'URSS, l'OTAN a poursuivi son extension vers l'Est et tend maintenant à se confondre avec l'Union européenne.

De plus, depuis la guerre contre la Serbie en 1999, l'OTAN est passée d'une alliance défensive à une alliance offensive.

Le partenariat de l'OTAN avec l'Ukraine s'est révélé être une catastrophe pour l'Ukraine, et pour l'Europe.

Le nouveau but de l'Europe : la russophobie

Depuis 2022, une grande partie de l'Europe ne veut pas la paix et pousse l'Ukraine à poursuivre la guerre contre la Russie à tout prix. À part la Hongrie et la Slovaquie, l'Union européenne entre en conflit avec la Russie. Sur la même position belliciste que le Royaume-Uni, l'Allemagne est sur la voie d'une militarisation.

Avec cette russophobie, l'Union européenne a perdu ses objectifs : pacifier le continent et assurer sa prospérité.

L'Europe contre un monde multipolaire

Au lieu de participer à l'élaboration d'un monde multipolaire, d'établir un partenariat équilibré avec la Russie, les Etats-Unis et d'autres pays dans le cadre d'un monde multipolaire, l'Union européenne subit l'ingérence des Etats-Unis qui restent dans la vision d'un monde unipolaire. Ce faisant, elle saborde ses intérêts économiques et énergétiques en se coupant de la Russie, en achetant aux Etats-Unis du gaz à un prix exorbitant et des armes.

L'absence de toute remise en question

Depuis 1984, l'Union européenne s'engage dans la même voie, sans le moindre débat, sans la moindre alternance politique. Malgré une crise globale et un véritable échec sur tous les plans, il n'y a pas la moindre remise en question, que ce soit sur le plan institutionnel, économique, monétaire, géopolitique ou commercial (la Commission européenne a encore cédé face aux Etats-Unis lors de l'accord de juillet 2025).

Quelle évolution ?

Quelle évolution ?

Faut-il acter la disparition de la démocratie, ou bien les peuples vont-ils se libérer de la servitude ?

Quelle évolution ?

Faut-il acter la disparition de la démocratie ?
ou bien les peuples vont-ils se libérer de la servitude ?

L'Union européenne est-elle condamnée à rester un
vassal des Etats-Unis ?
ou bien les pays européens, et une nouvelle structure
européenne, vont-ils développer leur propre stratégie
et souveraineté en contribuant à l'élaboration d'un
monde multipolaire, dans une vision de coopération ?

www.changerhumaniser.fr